

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un texte paru sur le site du CADTM. L'auteur y décrit quelques unes des limites de la campagne pour une Commission d'audit de la dette publique grecque, et fait des propositions pour les dépasser.

Une analyse parue dans les colonnes d'ACC n° 228 (octobre 2011) et intitulée «*L'audit : un compromis citoyen entre bourgeoisie éclairée et encadrement*», plus critique encore, mettait bien en lumière les pièges de la démarche de l'audit, en fournissant des moyens pour les déjouer. La description des activités du «*Conseil Populaire 68 pour la récusation des dettes publiques*» paru dans notre numéro 230 (décembre 2011), qui mettait l'accent sur l'intérêt de se contenter d'un audit partiel assorti d'une exigence de moratoire sur la dette, donnait un exemple concret de démarche plus offensive, évitant certains écueils. Signalons à ceux qui souhaitent agir qu'ils peuvent prendre connaissance de tous ces documents et analyses sur www.acontrecourant.org, catégorie «dette publique».

Quelles priorités pour l'audit de la dette ?

par Yorgos Mitralias

Audit intégral quasi impossible

Au moment où la Campagne grecque pour l'audit de la dette publique fait des émules un peu partout en Europe, un premier bilan de son activité s'impose (...), pour lancer le débat non plus sur la dette elle-même, mais plutôt sur les dimensions politique, sociale et émanicipatrice du combat pour son audit par «en bas».

Première constatation : bien que riche en enseignements, l'expérience équatorienne d'audit (réussie) de la dette publique ne peut pas être répétée dans l'Europe : sauf situation (pré)révolutionnaire, il n'y aura jamais de président Rafael Correa européen pour signer des décrets facilitant la tâche d'une commission indépendante d'audit de la dette. Inutile de dire qu'en cas de situation pré-révolutionnaire, la question de l'audit de la dette tendra à s'éclipser devant l'urgence d'autres tâches...

(...) Autre constat: aux temps des diktats de la Troïka supranationale où la bourgeoisie viole allègrement sa propre Constitution, il serait illusoire et même naïf de croire que la seule invocation des droits démocratiques pourrait contraindre les gardiens du temple capitaliste à ouvrir leurs archives pour faciliter la réalisation d'un audit de (leur) dette publique. (...)

Mener à terme un audit citoyen intégral et détaillé de la dette publique dans l'Europe actuelle est pratiquement impossible. Cette vérité doit être admise, expliquée et dite ouvertement (pour éviter) le découragement des militants et experts de bonne foi dès qu'ils prendraient conscience d'être à la poursuite d'une chimère...

Mais (il n'y a pas impossibilité) d'entreprendre ou de faire avancer un audit ou de le traduire en un puissant mouvement de masse (...), en posant la question de la transparence et de la gestion démocratique de la dette publique (...) pour la désacraliser aux yeux des citoyens qui ont été éduqués (par ceux d'en haut) à ne pas se mêler des affaires qui sont du domaine des gouvernants.

(...) L'audit ne soit pas être l'affaire de seuls experts (...) Vue l'impossibilité d'une collaboration de la part des gouvernants, c'est seulement la société mobilisée et les citoyens «anonymes» dans les ministères, les services publics et les mairies, les entreprises, les facultés et les bureaux qui peuvent avertir de l'existence d'emprunts et de dettes illégitimes et scandaleux (...). Sans eux, l'audit soit n'existera pas, soit sera condamné à des généralités sans jamais pouvoir entrer dans le vif du sujet.

Évidemment, tôt ou tard il y aura intervention –même musclée– de l'État pour arrêter l'enquête. Ceci veut dire : a) qu'on n'entretient pas des illusions sur l'éventuel aboutissement final de l'audit,

et b) qu'on prépare les militants, mais aussi toute la société, en vue de l'intervention brutale de ceux qui veulent bloquer l'enquête.

Cette approche a le mérite de ne pas limiter d'avance le champ d'investigation à la seule dette publique « officielle ». (...) C'est (probablement) l'audit des dettes « non officielles » qui a le plus de chances d'aboutir à des résultats concrets et politiquement utiles. Une autre conséquence de cette approche est (...) que le travail d'investigation doit se concentrer sur les quelques dettes qui paraissent les plus scandaleuses afin que l'audit aboutisse le plus tôt possible à des résultats tangibles (pour rendre la démarche crédible) (...). Car l'audit n'est pas une fin en soi, il n'est qu'un instrument, un moyen au service de la lutte pour l'émancipation des salariéEs et de tous les citoyens soumis à l'oppression capitaliste.

Généraliser les audits de ceux d'en bas

(...) Le mot d'ordre d'une telle approche ne peut être que «**Contrôlons ceux qui nous gouvernent, ouvrons leurs livres de compte - prenons nos destins en main !**» (...). Un tel mot d'ordre (visé à convaincre) «ceux d'en bas» qu'ils sont capables, qu'ils peuvent et qu'ils doivent s'(auto)organiser. (...) Ici se pose la question de l'autonomie des mouvements sociaux qui continue à poser problème aux formations de gau-

che, toutes tendances confondues. (...) Vouloir traiter les mouvements sociaux comme courroies de transmission des choix décidés ailleurs qu'en leur sein, est le chemin le plus court qui mène à l'isolement de ses avant-gardes ! Ne pas montrer un respect total à l'autonomie des mouvements de «ceux d'en bas» c'est se couper d'avance des mouvements tels que les Indignés, les Aganaktismeni ou les Occupy Wall Street qui défendent leur indépendance et sont méfiants à l'égard du monde politique traditionnel. (...)

Ainsi, la Commission (nationale ou internationale) peut et doit gagner la confiance des comités de base en se montrant simplement utile à leurs luttes quotidiennes. (...) Elle doit servir de référence et faciliter leur coordination (...), ne serait-ce que pour les faire profiter de la dynamique développée par l'extension de la mise en réseau. Dans ces conditions, ces comités de base pourraient commencer à apparaître comme des embryons d'un contre-pouvoir naissant, d'autant plus rapidement que la crise systémique actuelle s'approfondit. Par la suite, (...) un congrès de tous ces comités pourrait représenter un saut qualitatif dans la lutte de «ceux d'en bas» contre leurs bourreaux néolibéraux. (...)

L'union (internationale) fait la force

(...) Face à un ennemi (de classe) supranational uni, rodé, expérimenté, coordonné, surarmé, et surtout déterminé à en découdre avec la classe ouvrière, toute tentative de résistance à la barbarie néolibérale qui prétendrait rester enfermer dans ses frontières nationales est condamnée d'avance à l'échec : la dette et les politiques d'austérité draconiennes qu'elle engendre sont en effet totalement internationalisées. (...) La rencontre, l'échange d'expériences, la mise en réseau, la coordination, l'élaboration programmatique et l'action commune de tous les mouvements sur la dette doivent donc constituer une tâche prioritaire. (...)

Athènes, 7 décembre 2011